



**Conv GD101/21
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU JURA
ANNEE 2021**

**CONVENTION D'OBJECTIFS
ET DE MOYENS**

Entre,

La Communauté d'Agglomération du Grand Dole

Dont le siège est fixé

Place de l'Europe – BP 458 – 39109 DOLE Cedex

Représentée par son Président Jean-Pascal FICHERE, mandaté par le Conseil Communautaire du 30 septembre 2021

Ci-après désignée « La Communauté d'Agglomération »

d'une part,

GRAND DOLE

Communauté d'agglomération

Place de l'Europe
BP 458 – 39109 DOLE CEDEX
Tel 03.84.79.78.40
Fax 03.84.79.78.43
info@grand-dole.fr
www.grand-dole.fr

Et

Le Conseil Départemental du Jura

Dont le siège est fixé

17 rue Rouget de Lisle – 39039 LONS-LE-SAUNIER

Représenté par son Président Clément PERNOT, dûment habilité à l'effet des présentes

Ci-après désignée « Le Conseil Départemental »

d'autre part,

Préambule

Vu les articles 9-1 et 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu la délibération n° GD101/21 du Conseil Communautaire du 30 septembre 2021,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

Dans la continuité du soutien accordé au cours des exercices précédents, et dans l'objectif de soutenir le développement de l'aéroport de Dole –Jura, la Communauté d'Agglomération du Grand Dole apporte au Conseil Départemental du Jura une participation financière sous forme de subvention.

La présente convention d'objectifs et de moyens a pour objet de définir les modalités d'attribution et de versement de cette subvention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2021.

Article 3 : Montant de la subvention et modalités de versement

Le montant de la subvention versée au titre de participation financière au développement de l'Aéroport DOLE-JURA est fixé à 150 000 € (cent cinquante mille euros), en conformité avec la délibération du Conseil Communautaire n° GD101/21 du 30 septembre 2021.

La subvention sera créditée au compte du Conseil Départemental du Jura à la signature de la présente convention.

Cette subvention est applicable sous réserve du respect des deux conditions cumulatives suivantes :

- Le respect par le Conseil Départemental des obligations mentionnées aux articles 1^{er} et 5 de la présente convention ;
- Le contrôle par la Communauté d'Agglomération que le montant de la subvention n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 5 de la présente convention.

Article 4 : Modalités d'exécution de la convention

Le Conseil Départemental du Jura s'engage à utiliser la somme définie à l'article 3 conformément à son objet.

Le versement du montant de cette subvention sera effectué à la suite de la signature de ladite convention.

Avant l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil départemental doit fournir à la Communauté d'Agglomération les documents suivants :

- Le détail des projets, actions et programmes d'actions, conformes à son objet social, que le Département s'engage à mener (**Annexe 1**) ;
- Le budget prévisionnel global lié à ces opérations ainsi que les moyens affectés à leur réalisation et les éventuels financements attendus (**Annexe 2**) ;

Le Conseil Départemental s'engage à produire à la Communauté d'Agglomération toute pièce justificative sur la réalisation des projets, actions et programmes d'actions visés à la présente convention auxquels est affectée la subvention.

Dans le cadre du partenariat ainsi mis en œuvre, le Conseil Départemental s'engage également à inviter un représentant de la Communauté d'Agglomération aux différentes instances de suivi de la plateforme aéroportuaire.

Article 5 : Evaluation de l'action

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours est réalisée sur la base d'un bilan d'ensemble, quantitatif et qualitatif, portant sur la mise en œuvre du projet.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'avenants ou d'une nouvelle convention.

Article 6 : Contrôle et bilan

Le Conseil Départemental s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier de l'action ou du projet visé à l'article 1 de la présente convention, compte rendu conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059)

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'Annexe 1.

- Les comptes annuels et, s'il existe, le rapport du commissaire aux comptes prévus à l'article L.612-4 du code de commerce ;
- Une copie certifiée du budget, conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales ;
- Le rapport d'activité de l'année écoulée.

Article 7 : Communication

Le Conseil Départemental s'engage à faire apparaître sur ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Communauté d'Agglomération.

Article 8 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par le Conseil Départemental et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 11 de la présente convention, la Communauté d'Agglomération peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, après examen des justificatifs présentés par le Conseil Départemental et avoir entendu ses représentants.

Article 9 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la convention, d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. La demande de modification de la présente convention est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

L'avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er} de la présente convention.

Article 10 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 11 : Juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Besançon

Fait à Dole, le 15 NOV. 2021
(En deux exemplaires)

Pour la Communauté d'Agglomération du Grand Dole,

Pour le Conseil Départemental du Jura

Le Président,
Jean-Pascal FICHERE

Le Président,
Clément PERNOT



Annexe 1 : Détail des projets, action et programmes d'actions à mener par le Conseil Départemental (à fournir par celui-ci)

Annexe 2 : Budget prévisionnel global lié à ces opérations ainsi que les moyens affectés à leur réalisation et les éventuels autres financements attendus (à fournir par celui-ci)

ANNEXE 1

PROGRAMME VOLS HIVER 2020/2021 ET ETE 2021

PROGRAMME VOLS REGULIERS HIVER 2020-2021 / ETE 2021

Liaison de Porto / Marrakech / Fez : RYANAIR

RYANAIR
Hiver 2020-2021
Porto (2 vols semaine)
Marrakech (1 vol semaine)
Fez (1 vol semaine)
Eté 2021
Porto (3 vols semaine)
Marrakech (2 vols semaine)
Fez (1 vol semaine)

PROGRAMME VOLS CHARTERS SAISONNIER HIVER 2020-2021 / ETE 2021

Programme Top of Travel :

Destinations :

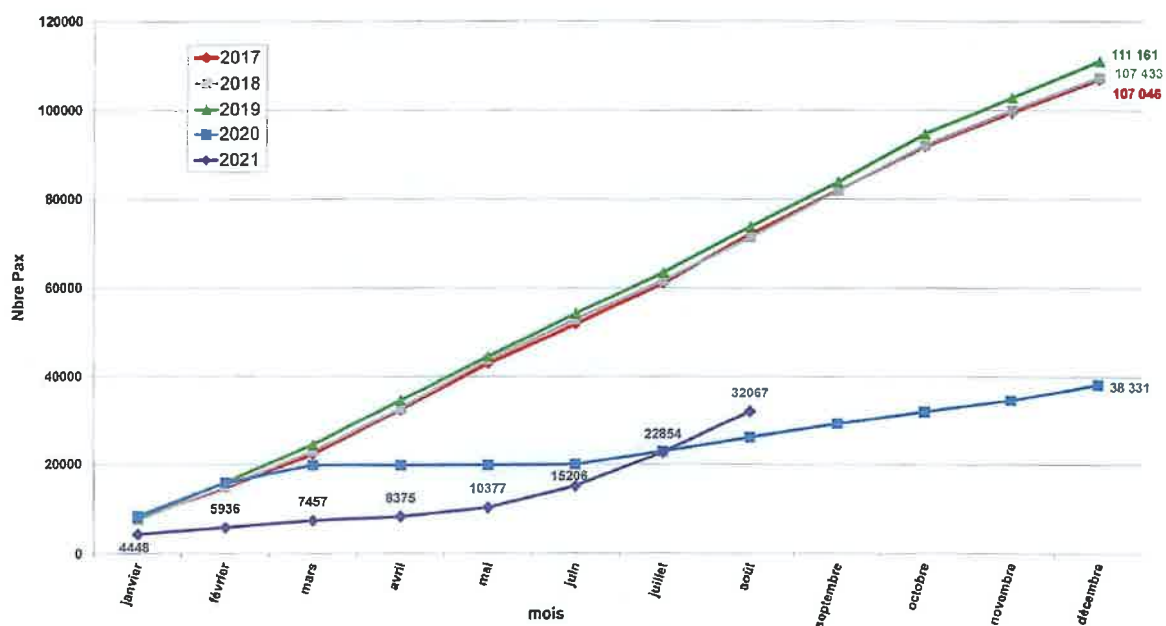
Dubrovnik, Faro, Funchal, Malte, Palma, Amman, Aquaba, Porto, Lisbonne (11 vols à la date de la signature)

Compagnies CHARTERS
VOLOTEA
ENTER AIR
AIR NOSTRUM
ASL

PROGRAMME VOLS REGULIERS SAISONNIER 2021 DE JUIN A SEPTEMBRE

Liaison régulière saisonnière de Bastia : 2 vols hebdomadaires période Juin - Septembre 2021 : Air Corsica

Fréquentation Commerciale Aéroport Dole Jura



Passagers	juil-21	juil-20	Var %	Cumul.21	Cumul.20	Var %
<i>Porto</i>	3 550	2 011	77 %	11 583	9 594	21 %
<i>Marrakech</i>	2 041	-	-	5 070	7 116	-29 %
<i>Fez</i>	1 086	-	-	4 905	3 669	34 %
<i>Bastia</i>	957	893	7 %	1 172	1 116	5 %
<i>Charters</i>	-	38	-	33	39	-15 %
<i>Aviation d'Affaires</i>	8	7	14 %	44	82	-46 %
<i>Vols sanitaires</i>	-	6	-	61	66	-8 %
Total	7 642	2 955	159 %	22 868	21 682	5 %
Mouvements	juil-21	juil-20	Var %	Cumul.21	Cumul.20	Var %
<i>Aviation Affaires</i>	56	82	-32 %	424	279	52 %
<i>Réguliers</i>	70	36	94 %	232	185	25 %
<i>Charter</i>	-	-	-	2	6	-67 %
<i>Vols sanitaires</i>	-	2	-	32	45	-29 %
<i>Aviation de loisirs</i>	640	835	-23 %	3309	2644	25 %
<i>Armées/Mises en place/Autres</i>	125	168	-26 %	1108	786	41 %
<i>Ecole de pilotage</i>	171	278	-38 %	1582	908	74 %
<i>Travail Aérien</i>	63	16	294 %	160	51	214 %
Total	1125	1417	-21 %	6849	4904	40 %

ANNEXE 2

Compte d'exploitation prévisionnel - Consolidé

euros constant HT	CEP		Réal						
	2020	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
TRAFIC									
Passagers	108 500	37 069	108 516	109 652	110 229	110 805	111 382	111 959	112 535
<i>dont passagers régulier traditionnel</i>	0		0	0	0	0	0	0	0
<i>dont passagers low-cost</i>	102 851	36 695	102 851	102 851	102 851	102 851	102 851	102 851	102 851
<i>dont passagers charters</i>	4 970	209	4 985	6 120	6 695	7 270	7 845	8 420	8 995
<i>dont passagers affaires</i>	145	90	147	148	150	151	153	154	156
<i>dont autres (à préciser)</i>	533	75	533	533	533	533	533	533	533
Mouvements commerciaux	760	1 000	760	768	772	776	780	784	788
<i>dont passagers régulier traditionnel</i>	0		0	0	0	0	0	0	0
<i>dont passagers low-cost</i>	632	339	632	632	632	632	632	632	632
<i>dont passagers charters</i>	72	8	72	80	84	88	92	96	100
<i>dont passagers affaires</i>	30	602	30	30	30	30	30	30	30
<i>dont autres (à préciser)</i>	26	51	26	26	26	26	26	26	26
Mouvements non commerciaux									
MOYENS HUMAINS									
Nombre total d'agents (ETP)									
Personnel du délégataire	22	22	22	22	22	22	22	22	22
Sous-traitance									
PRODUITS									
Redevances aériennes	89 435	52 093	89 472	95 057	97 869	100 680	103 492	106 303	109 115
<i>dont redevances atterrissage</i>	59 647	39 217	59 647	62 296	63 621	64 945	66 269	67 594	68 918
<i>dont redevances balisage</i>	1 385	3 240	1 385	1 400	1 407	1 415	1 422	1 429	1 437
<i>dont redevances stationnement</i>	8 002	3 651	8 002	8 086	8 129	8 171	8 213	8 255	8 297
<i>dont redevances passagers</i>	20 400	5 985	20 437	23 275	24 712	26 150	27 587	29 025	30 463
<i>autres (à détailler)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Redevances commerciales	158 216	74 922	427 809	434 776	438 280	441 784	445 288	448 792	452 297
<i>dont assistance en escale</i>	53 126	17 785	53 126	56 230	57 782	59 335	60 887	62 439	63 991
<i>dont redevance/commission carburant</i>	76 972	46 432	76 972	77 782	78 187	78 592	78 997	79 402	79 808
<i>autres (à détailler)</i>	28 119	10 706	297 712	300 764	302 310	303 857	305 404	306 951	308 498
Redevances domaniales	35 086	19 568	35 086	35 086	35 086	35 086	35 086	35 086	35 086
<i>dont location des terrains</i>	22 476	2 499	22 476	22 476	22 476	22 476	22 476	22 476	22 476
<i>dont location des bâtiments</i>	12 610	17 069	12 610	12 610	12 610	12 610	12 610	12 610	12 610
<i>à détailler</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe aéroport	759 497	272 790	759 611	767 566	771 602	775 638	779 674	783 710	787 747
Sous-total Chiffre d'affaires	1 042 234	419 373	1 311 979	1 332 486	1 342 836	1 353 188	1 363 538	1 373 692	1 384 245
subventions d'exploitation Etat	455 291	482 929	437 779	409 783	402 768	392 662	388 745	384 828	380 910
contribution d'exploitation collectivités : - dont Communauté d'Agglomération du Gd Dole : 150 000 €	951 186	748 340	826 352	807 158	813 882	807 288	795 730	783 573	764 316
		150 000	150 000						
Sous-total Subventions publiques	1 406 479	1 231 269	1 264 131	1 216 942	1 216 650	1 199 950	1 184 475	1 168 400	1 145 226
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits	7 800	38 977	7 800	7 800	7 800	7 800	7 800	7 800	7 800
Sous-total produits d'exploitation	7 800	38 977	7 800	7 800	7 800	7 800	7 800	7 800	7 800
Produits financiers		1 924							
Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES PRODUITS	2 456 513	1 691 544	2 583 910	2 557 228	2 567 287	2 560 938	2 555 815	2 550 092	2 537 271

CHARGES									
Achats et autres approvisionnements	350 500	225 057	367 800	369 000	367 800	369 000	367 800	369 000	358 100
<i>dont consommations eau/énergie</i>	72 454	59 256	78 454	78 454	78 454	78 454	78 454	78 454	78 454
<i>dont locations</i>	51 282	38 042	51 282	51 282	51 282	51 282	51 282	51 282	51 282
<i>dont entretien et réparation</i>	151 554	52 670	159 354	160 554	159 354	160 554	159 354	160 554	149 654
<i>dont assurances</i>	38 210	18 388	38 210	38 210	38 210	38 210	38 210	38 210	38 210
<i>autres achats et approvisionnements</i>	37 000	56 700	40 500	40 500	40 500	40 500	40 500	40 500	40 500
Charges externes	1 038 200	485 248	1 046 747	1 038 998	1 055 125	1 055 251	1 053 377	1 048 504	1 048 630
<i>dont personnel extérieur</i>	743 200	258 541	743 200	743 200	758 200	758 200	758 200	758 200	758 200
<i>dont rémunération d'intermédiaires et honoraires</i>	22 000	16 644	22 000	20 000	20 000	20 000	18 000	18 000	18 000
<i>dont publicité, publication, relations publiques</i>	74 000	7 710	74 000	70 000	72 000	72 000	72 000	68 000	68 000
<i>dont déplacements, missions et réceptions</i>	12 000	2 952	10 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000
<i>dont frais postaux et télécommunication</i>	12 000	26 102	12 000	12 000	11 000	11 000	11 000	10 000	10 000
<i>dont services bancaires et assimilés</i>	6 000	3 779	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
<i>dont frais de siège et services support</i>	114 000	114 000	114 000	114 000	114 000	114 000	114 000	114 000	114 000
<i>dont redevance domaniale</i>	55 000	55 520	60 047	60 298	60 425	60 551	60 677	60 804	60 930
<i>autres charges externes</i>	0	0	5 500	5 500	5 500	5 500	5 500	5 500	5 500
Impôts et taxe	92 703	79 962	99 351	100 018	100 442	100 867	101 293	101 720	102 148
<i>dont impôts, taxes et versements assimilés</i>	90 203	65 164	96 851	97 518	97 942	98 367	98 793	99 220	99 648
<i>dont taxe foncière</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>autres impôts, taxes</i>	2 500	14 798	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Charges de personnel	844 422	766 391	844 422	844 422	844 422	844 422	844 422	844 422	844 422
<i>dont rémunération du personnel</i>	611 900	629 245	611 900	611 900	611 900	611 900	611 900	611 900	611 900
<i>dont charges de sécurité sociale</i>	232 522	137 146	232 522	232 522	232 522	232 522	232 522	232 522	232 522
Charges financières	2 586	0	36 483	32 998	30 207	27 515	25 040	22 564	20 089
<i>dont intérêts des emprunts</i>	2 586	0	36 483	32 998	30 207	27 515	25 040	22 564	20 089
<i>autres charges financières</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Dotations aux amortissements et provisions	38 602	51 516	99 607	82 291	79 791	74 382	74 382	74 382	74 382
<i>dont dotation aux amortissements</i>	26 102	39 016	87 107	69 791	67 291	61 882	61 882	61 882	61 882
<i>dont dotation au compte GER</i>	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500
<i>autres dotations aux provisions</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rémunération EDEIS Concessions	89 500	89 500	89 500	89 500	89 500	89 500	89 500	89 500	89 500
TOTAL DES CHARGES	2 456 513	1 697 673	2 583 910	2 557 228	2 567 287	2 560 938	2 555 815	2 550 092	2 537 271
RESULTAT AVANT IMPOTS	0	-6 130	0	0	0	0	0	0	0
Participation salariés aux résultats									
Impôts sur les bénéfices									
Intéressement du Délégué									
RESULTAT NET	0	-6 130	0	0	0	0	0	0	0
AIDES AUX LIGNES VERSEES AUX COMPAGNIES PAR LE CD 39									
Aides aux lignes (estimation à partir du budget 2018)	1 473 000	1 396 628	1 473 000	1 473 000	1 473 000	1 473 000	1 473 000	1 473 000	1 473 000

Parallèlement, afin de maintenir l'outil en condition opérationnelle (aéroport certifié UE), le Département a mené à bien différents travaux en partenariat avec l'Etat et/ou la Région.

Extension des locaux techniques du Service de la Navigation Aérienne : 180 000 € HT (bâtiment jouxtant la tour de contrôle). L'opération a consisté en la réalisation de travaux d'extension de la salle technique en rez-de-chaussée et en la création d'une salle de "lancement", d'un espace kitchenette-repos et d'un sanitaire au R+1. Plus concrètement, il s'agissait de répondre à deux besoins distincts. D'une part, étendre la superficie des locaux techniques afin de permettre au SNAE de sécuriser et rénover en profondeur les systèmes informatiques de contrôle du trafic aérien et d'autre part, permettre aux contrôleurs aériens de disposer de surfaces supplémentaires pour accomplir leurs missions dans de meilleures conditions.

Remplacement et mise aux normes des éclairagements du parking avion : 262 000 € HT. Il s'agissait de garantir les conditions d'exploitation des aires de stationnement, de garantir la pérennité des installations électriques, d'anticiper les évolutions réglementaires liées à l'EASA (remplacement des mâts, projecteurs et mise en œuvre d'une solution d'automatisme de l'installation permettant de gérer les allumages de chaque zone, de gérer la gradation de chaque projecteur de manière individuelle, de remonter et être averti en temps réel du dysfonctionnement de tout matériel de l'installation (projecteurs, balises...)).

Remplacement de la clôture d'enceinte (le long de l'autoroute A39) : 63 000 € HT. L'opération a consisté en la fourniture et la pose d'une clôture grillage d'enceinte du périmètre sur un linéaire de 1 300 m.
Enfin, EDEIS a débuté les travaux relatifs à la restructuration des parkings voitures.